

Visite de Jean-Claude Mailly au centre AFPA de Bourg En Bresse.



Invité par le syndicat Force Ouvrière de Bourg En Bresse, il a été reçu par Catherine Joseph Directrice du centre.

La venue du Secrétaire Général de la confédération Force Ouvrière, Jean Claude Mailly, accompagné d'Hubert Raguin (Secrétaire Général de la Fédération Nationale Force Ouvrière de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle) et d'Eric Peres (représentant Force Ouvrière au Conseil d'Orientation de l'AFPA), **confirme l'attachement de Force Ouvrière à une AFPA nationale financée directement par l'État.**



Après la visite de quelques ateliers (Carrelage, Réparation Machine Agricole, Distribution et Ouvrier du Paysage), Jean-Claude Mailly a souhaité prendre son repas au restaurant du centre puis rencontrer et échanger avec le personnel du centre.

« J'ai visité le centre, j'ai rencontré des gens motivés qui aiment leur métier passionnément et qui mettent leur énergie au service des stagiaires. Ça vaut vraiment le coup de « mouiller le maillot » et sauver l'AFPA ».

Ils ont dit (extraits) :



Jean-Claude Mailly (secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière)

« L'AFPA joue un rôle primordial dans la qualification et dans la socialisation des demandeurs d'emploi. Dans ce cadre, l'AFPA doit rester un service public ».

« La régionalisation, telle quelle est faite, est une erreur en matière de Formation Professionnelle ».

« L'État propriétaire des locaux de l'AFPA doit assumer ses responsabilités en matière de patrimoine ».

« Il faut trouver une solution pour l'AFPA avant la fin du premier trimestre 2014, c'est ce que je vais dire au premier ministre dès lundi ».



Hubert Raguin (secrétaire général de la FNEC-FP FO)

« L'AFPA, aujourd'hui, est mise en danger de disparition par des logiques de profits et de privatisation ».

« L'AFPA n'est pas un cas isolé, l'abandon de la carte des formations professionnelles aux régions par la loi Peillon et les projets de décentralisation, met en danger également les Greta et les lycées professionnels ».

« Les formateurs de l'AFPA, sont comme les instituteurs, ils sont les **ussards** de la République ».



Eric Peres (représentant FO au conseil d'orientation de l'AFPA)

« Il n'y a aucun obstacle européen à ce que l'État, dans le cadre des SNEIG (Service Non Économique d'Intérêt Général), puisse subventionner l'AFPA pour la formation des demandeurs d'emploi.

Ce que l'État a fait pour l'APEC (l'Association Pour l'Emploi des Cadres), il peut le faire pour l'AFPA ».

« L'abandon de la politique du titre et de la certification signifierait la mort de l'AFPA ».



Dominique Saint-Araille (secrétaire général SNFO AFPA)

« Le financement des commandes régionales de formation, assuré par la loi de finance de 1,7 Milliards €, est toujours à la même hauteur depuis 3 ans. Ce qui a diminué, c'est la part de l'AFPA ».

« Si les efforts de la Confédération FO n'aboutissent pas au rétablissement d'une AFPA de service public financée par l'État, il faudra alors que les salariés, d'une façon ou d'une autre, expriment leur volonté de sauver leur outil de travail ».



- Financer l'AFPA, un devoir de l'État -
(slogan intersyndical du 22 novembre 2012)
est toujours d'actualité et devra fonder les actions à venir.